



COALITION
SOLIDARITÉ SANTÉ

1601 De Lorimier, boîte postale 45, Montréal (Québec) H2K 4M5
www.cssante.com | 514-442-0577 | cssante@gmail.com

Montréal, le 9 novembre 2022

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Par courriel justin.trudeau@parl.gc.ca

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre
Ministre des Finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Par courriel chrystia.freeland@parl.gc.ca

L'honorable Jean-Yves Duclos
Ministre de la Santé du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Par courriel jean-yves.duclos@parl.gc.ca

Objet : Le gouvernement fédéral ne doit pas renoncer à la mise en place rapide d'une d'assurance médicaments publique universelle

Monsieur le Premier Ministre,
Madame la Vice-Première Ministre,
Monsieur le Ministre,

La Coalition solidarité santé qui regroupe des dizaines d'organisations citoyennes, communautaires et syndicales du Québec, représentant elles-mêmes des centaines de milliers d'individus, vous demande de ne pas renoncer, même partiellement, à la mise en place rapide d'une assurance médicaments publique universelle.

Dans l'énoncé économique du 3 novembre dernier, votre gouvernement s'est engagé à aider des millions de personnes et de familles à traverser la période difficile actuelle occasionnée par l'importante hausse du coût de la vie. Renforcer le filet de sécurité sociale est bien sûr la chose à faire, encore plus dans les moments difficiles.

Vous avez souligné également que la croissance économique enviable du Canada lui permettait d'apporter un soutien ciblé aux plus vulnérables. À ce titre, nous accueillons favorablement la nouvelle Prestation dentaire canadienne pour les enfants de moins de 12 ans, d'autant plus que la mise en œuvre complète de ce nouveau programme de soins dentaires pour les personnes à faible revenu est prévue pour 2025.

Certaines inquiétudes demeurent toutefois...

Est-ce que votre gouvernement compte toujours implanter, sans tarder, un régime d'assurance médicaments public universel?

Au printemps dernier, à l'instar de nombreuses organisations citoyennes, nous nous sommes réjouis de l'entente entre le Nouveau Parti démocratique (NPD) et les libéraux - Obtenir des résultats dès maintenant pour les Canadiens -, entente par laquelle vous avez convenu de poursuivre les travaux de façon continue vers la création d'un régime d'assurance médicaments en adoptant, d'ici la fin de l'année 2023, la Loi sur l'assurance médicaments du Canada. Par la suite, l'Agence canadienne des médicaments serait chargée d'élaborer un forum national des médicaments essentiels et un plan d'achat en gros. Où en sont concrètement ces importants travaux? Les délais de mise en œuvre actuels pèsent de plus en plus lourd sur le portefeuille et les droits des citoyennes et citoyens du pays. Le temps presse ...

Est-il nécessaire de rappeler que le régime québécois d'assurance médicaments instauré il y a 25 ans repose en bonne partie sur des régimes d'assurance privés obligatoires?

Est-il nécessaire de rappeler également que ce système fragmenté est dysfonctionnel et qu'il ne permet pas d'atteindre les objectifs d'accès, d'équité et de contrôle des coûts en matière de thérapies médicamenteuses?

Selon Marc-André Gagnon, expert des politiques publiques de santé, beaucoup trop d'acteurs profitent de ce marché très lucratif : les assureurs privés qui sont payés au pourcentage des dépenses, les chaînes de pharmacies qui abusent des honoraires professionnels des régimes privés et qui accaparent des marges substantielles sur les produits génériques, sans oublier, bien sûr, les compagnies pharmaceutiques qui font une promotion agressive de produits à des prix plus qu'exorbitants!

À titre d'exemple, parmi les nouvelles thérapies géniques - médicaments corrigeant le génome afin de traiter des maladies héréditaires et des cancers – l'un des médicaments injectables coûte actuellement 2,8 millions de dollars la dose...

Depuis plus de trente ans, la Coalition solidarité santé défend le droit à la santé pour toutes et tous les citoyens du Québec et réclame le maintien, mais également l'amélioration du système public et universel de santé. Et l'accès aux médicaments essentiels est un droit fondamental reconnu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est inconcevable que le Canada soit toujours le seul pays ayant un système public de santé n'intégrant pas l'assurance médicaments universelle.

Devoir renoncer à diverses protections sociales

Selon un sondage réalisé auprès de nos membres en juin 2021¹, près du quart (23,8 %) des 78 organisations ayant répondu avaient observé une augmentation de leurs primes d'assurance de plus de 10 %, ou de plusieurs centaines de dollars, au cours de l'année précédente et, depuis, le coût des primes ne cesse de croître.

Certains groupes de travailleuses et travailleurs envisageaient sérieusement renoncer à leur assurance collective. Rappelons qu'au Québec, on ne peut détenir une assurance collective qui n'offre pas la couverture d'assurance médicaments. Ou bien, on a tout, ou bien on n'a aucune protection!

Les deux tiers (67,6 %) des organisations n'ayant pas d'assurance ont répondu avoir abandonné l'idée d'en avoir une, après l'estimation des coûts.

Parmi les situations déplorables portées à notre attention :

« Les assurances me coûtent environ le tiers de mon salaire »;

« Des compagnies ne veulent même pas soumissionner lors de notre renouvellement. Il existe beaucoup de préjugés sur les intervenants sociaux »;

« En 2020, une personne a utilisé pour la première fois l'assurance invalidité longue durée d'une maladie qui l'a emportée. Au renouvellement la compagnie a proposé une augmentation de 83,2 % avant que le courtier négocie. Toutes les compagnies contactées ont refusé de soumissionner malgré toutes les bonnes années dans notre dossier »;

« Il est triste de ne pas avoir accès facilement aux assurances collectives et d'invalidités considérant que lorsqu'un employé vit une situation post-trauma il ne sera pas en mesure de revenir rapidement au travail. Le

¹ Le sondage n'est plus en ligne. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

contexte fait en sorte qu'il se creuse des inégalités sociales et financières au lieu d'avoir un contexte sain de rétablissement ».

Les défis que nous devons relever collectivement sont nombreux. Il est urgent de se doter d'un régime d'assurance médicaments cohérent, efficace et équitable. Nous savons que les lobbys en place sont très influents. C'est pourquoi nous réaffirmons notre appui dans ce dossier et demandons au gouvernement fédéral de ne pas renoncer à la mise en place rapide d'une assurance médicaments publique universelle. Il en va de notre capacité à plus ou moins long terme de financer les autres services essentiels de santé et d'assurer l'équité et le respect du droit à la santé!

Espérant que vous poursuiviez activement ce travail politique très important pour l'ensemble des citoyennes et des citoyens du pays, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Madame la Vice-Première Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Lise Goulet
Présidente, Coalition solidarité santé

Sophie Verdon
Coordonnatrice, Coalition solidarité santé



cssante@gmail.com www.cssante.com

[Facebook](#) [LinkedIn](#) [Twitter](#)